**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 FEVRIER 2020**

L’an deux mil vingt, le **lundi 24 février** à 20 H 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Bernard FAUREAU, maire.

**Etaient présents :** Bernard FAUREAU, Gilbert CAMPO, Nicole BUVIN, Emilie BERGONHE-POIROT, Rudolf HOLIERHOEK, Yolande PASQUET, Yves PERRIER et Catherine ROGNON.

**Pouvoirs :** Christophe SAUVETTE à Yolande PASQUET,

Jean-Marc BERNARD à Rudolf HOLIERHOEK,

Charles GRAVIER à Catherine ROGNON,

Jacques BASTARD à Nicole BUVIN.

**Absent :** Robert COLLINET

**Secrétaire de séance :** Yolande PASQUET

**1– APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JANVIER 2020**

Aucune remarque n’étant formulée, le compte-rendu est adopté à l’unanimité.

**2- AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE COMMUNE DE HERISSON/ALLIER HABITAT**

*⇨ Délibération*

Le Maire rappelle à l’assemblée qu’un bail emphytéotique a été consenti par la commune à l’Office Départemental HLM de l’Allier (devenu depuis ALLIER HABITAT) reçu le 13 mai 1993 par Maître Leprat, concernant un immeuble à usage mixte et commercial sis 10 bis rue Gambetta.

Il informe les élus qu’il convient de modifier ce bail en retirant le magasin situé au rez-de-chaussée loué par la commune contrairement aux appartements qui sont entièrement gérés par Allier Habitat.

Le Conseil Municipal, accepte à l’unanimité de demander la rectification du bail par un avenant auprès de Maître Magnier, notaire à Vallon-en-Sully. Les frais notariaux seront pris en charge par la commune.

**3- MISE EN PLACE D’UN NOUVEAU REGIME INDEMNITAIRE POUR LES AGENTS DE LA COMMUNE (R.I.F.S.E.E.P)**

*⇨ Délibération*

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique

Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la Fonction Publique de l’Etat,

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité,

Vu l’arrêté du 25 août 2015 pris pour l’application de l’article 5 du décret n° 2014-513 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique d’état,

Vu l’avis émis par le Comité Technique en date du 23 octobre 2019 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l’expérience professionnelle en vue de l’application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Considérant qu’il revient à l’assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions des indemnités allouées aux agent de la collectivité,

Le Maire propose à l’assemblée délibérante d’instaurer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel (RIFSEEP) et d’en déterminer les critères d’attribution.

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

* L’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise liée au poste de l’agent et à son expérience professionnelle,
* Le complément indemnitaire versé selon l’engagement professionnel et la manière de servir de l’agent.

Le présent régime indemnitaire est attribué, quelle que soit la quotité de travail, aux agents titulaires. Les grades concernés par le RIFSEEP sont ceux figurant au tableau des effectifs, soit :

* Les adjoints administratifs,
* Les adjoints techniques.

1. **L’Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d’Expertise (IFSE)**

L’IFSE est une indemnité liée au poste de l’agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

* Des fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, au regard de :

o la responsabilité d’encadrement,

o l’ampleur du champ d’action,

* De la technicité, de l’expertise ou de la qualification nécessaire à l’exercice des fonctions :

o autonomie et prise d’initiatives,

o diversité des compétences,

* Des sujétions particulières ou du degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

o collaboration avec les autres agents et les élus,

o relations avec les administrés et les fournisseurs,

o utilisation du matériel.

Le Maire propose de fixer les groupes et de retenir les montants maximums annuels, par agent, ainsi qu’il suit :

1. Grade d’adjoint administratif

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupes | Fonctions | Montant annuel maximum de l’IFSE |
| 1 | Secrétaire de mairie | 4 800 € |
| 2 | Agent d’exécution et d’accueil | 600 € |

1. Grade d’adjoint administratif principal de 2ème classe

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupes | Fonctions | Montant annuel maximum de l’IFSE |
| 1 | Secrétaire de mairie | 4 800 € |
| 2 | Agent d’exécution et d’accueil | 600 € |

1. Grade d’adjoint administratif principal de 1ère classe

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupes | Fonctions | Montant annuel maximum de l’IFSE |
| 1 | Secrétaire de mairie | 4 800 € |
| 2 | Agent d’exécution et d’accueil | 600 € |

1. Grade d’adjoint technique

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupes | Fonctions | Montant annuel maximum de l’IFSE |
| 1 | Responsable des services techniques | 4 800 € |
| 2 | Agent polyvalent | 2 700 € |

1. Grade d’adjoint technique principal de 2ème classe

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupes | Fonctions | Montant annuel maximum de l’IFSE |
| 1 | Responsable des services techniques | 4 800 € |
| 2 | Agent polyvalent | 2 700 € |

1. Grade d’adjoint technique principal 1ère classe

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupes | Fonctions | Montant annuel maximum de l’IFSE |
| 1 | Responsable des services techniques | 4 800 € |
| 2 | Agent polyvalent | 2 700 € |

L’IFSE pourra être modulée en fonction de l’expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

* volume des connaissances pratiques,
* variété des domaines de compétences,
* niveau d’expertise et de technicité de l’agent,
* sujétions spéciales.

Ce montant fait l’objet d’un réexamen au regard de l’expérience professionnelle :

* en cas de changement d’emploi, de fonctions ou de grade,
* au moins tous les quatre ans.

L’IFSE est versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail.

En cas d’absence pour maladie professionnelle, pour accident de travail, pour congé de maternité, pour congé de paternité et pour congé d’adoption, le versement de l’IFSE est maintenu et suit le sort du traitement. Il est suspendu à raison d’un trentième par jour dans tous les autres cas de maladie (maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie), en cas de grève, en cas de mise en disponibilité, en cas d’indisponibilité supérieure à six mois, en cas de sanction disciplinaire.

L’IFSE est exclusive de toutes les autres indemnités liées aux fonctions, à l’exception des primes et indemnités légalement cumulables. Le cas échéant, l’IFSE peut donc être cumulée avec :

* l’indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement),
* les sujétions ponctuelles liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …).

L’attribution individuelle sera décidée par l’autorité territoriale et fera l’objet d’un arrêté.

1. **Le complément indemnitaire annuel (CIA)**

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de l’engagement professionnel de l’agent et de sa manière de servir appréciés lors de l’entretien professionnel.

Le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

* les résultats professionnels obtenus par l’agent (respect des directives, des objectifs, qualité du travail)
* l’adaptabilité et la capacité à exercer des fonctions d’un niveau supérieur,
* l’effort de formation professionnelle,
* la capacité à travailler en équipe et à transmettre ses compétences,
* les qualités relationnelles avec la population et avec les élus,
* la discrétion,
* la ponctualité et la disponibilité.

Le Maire propose de fixer les montants maximums annuels, par agent, en fonction des groupes et des grades :

1. Grade d’adjoint administratif

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes | Montant annuel maximum du CIA |
| 1 | 480 € |
| 2 | 60 € |

1. Grade d’adjoint administratif principal de 2ème classe

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes | Montant annuel maximum du CIA |
| 1 | 480 € |
| 2 | 60 € |

1. Grade d’adjoint administratif principal de 1ère classe

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes | Montant annuel maximum du CIA |
| 1 | 480 € |
| 2 | 60 € |

1. Grade d’adjoint technique

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes | Montant annuel maximum du CIA |
| 1 | 480 € |
| 2 | 270 € |

1. Grade d’adjoint technique principal de 2ème classe

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes | Montant annuel maximum du CIA |
| 1 | 480 € |
| 2 | 270 € |

1. Grade d’adjoint technique principal 1ère classe

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes | Montant annuel maximum du CIA |
| 1 | 480 € |
| 2 | 270 € |

Le CIA est versé mensuellement et proratisé en fonction du temps de travail.

Le versement du CIA est suspendu à raison d’un trentième par jour en cas d’absence quel qu’en soit le motif.

Le CIA est exclusif de toutes les autres indemnités liées à la manière de servir.

L’attribution individuelle sera décidée par l’autorité territoriale et fera l’objet d’un arrêté.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

* d’abroger à compter du 1er avril 2020 le régime indemnitaire mis au sein de la collectivité par la délibération du 15 mars 2012,
* d’instaurer, à compter du 1er avril 2020, dans les conditions indiquées ci-dessus :
  + l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE)
  + le complément indemnitaire (CIA)

Le Conseil Municipal prévoit :

• que les primes et indemnités seront ajustées automatiquement en fonction de l’évolution des textes règlementaires en vigueur,

• que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget, chapitre 012.

**4- APPROBATION DU DEVIS DE LA SOCIETE KROST POUR LA REALISATION DU COLUMBARIUM**

*⇨ Délibération*

Le Maire rappelle que le conseil municipal dans sa séance du 27 janvier 2020 a décidé de choisir la société KROST d’Yzeure pour la réalisation d’un columbarium au cimetière de Hérisson.

A la demande d’élus, un nouveau devis a été établi pour la fourniture d’un espace cinéraire composé de :

* un columbarium 9 cases,
* un espace de dispersion des cendres avec stèle du souvenir,
* une colonne granit pour lutrin

La finition de l’ensemble sera en granit poli.

Le coût pour cette prestation s’élève à 9 102,83 € H.T. soit 10 923,40 € T.T.C.

Le Conseil Municipal, décide, à l’unanimité :

* De valider le devis de la société KROST tel que présenté,
* De modifier le plan de financement prévisionnel prévu comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Subvention Département (30 %) | 2 730,85 € |
| Total subventions | 2 730,85 € |
| Auto-financement commune | 6 371,98 € |

**5- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019 DES BUDGETS DE LA COMMUNE ET DU CHATEAU**

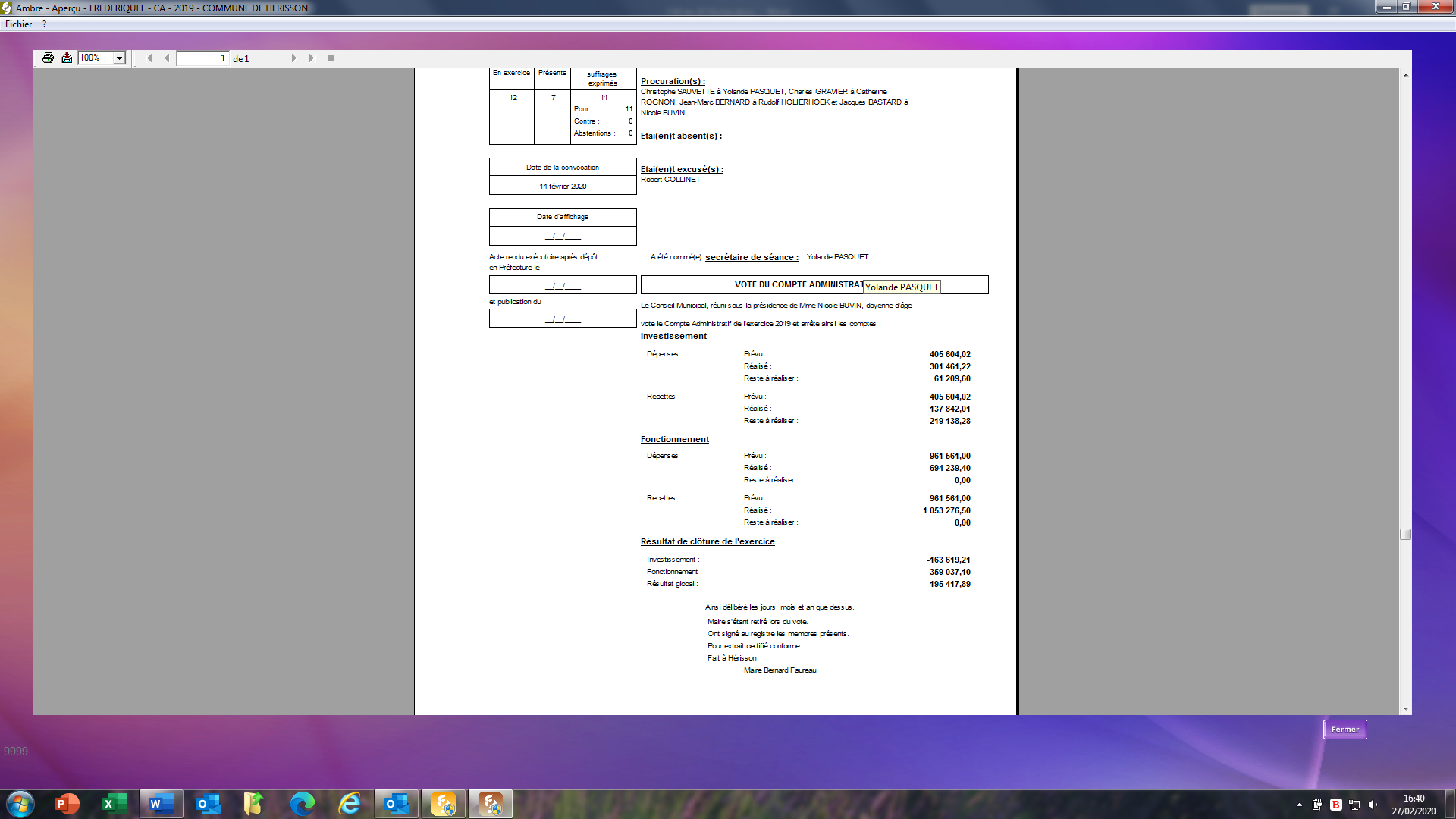
*⇨ Délibérations*

*C.A. 2019 COMMUNE :*

Vote : 11 pour

0 contre

0 abstention



Remarques :

Monsieur le Maire rappelle que le déficit d’investissement est lié aux subventions non perçues et rappelle que la commune doit disposer d’une trésorerie suffisante pour financer :

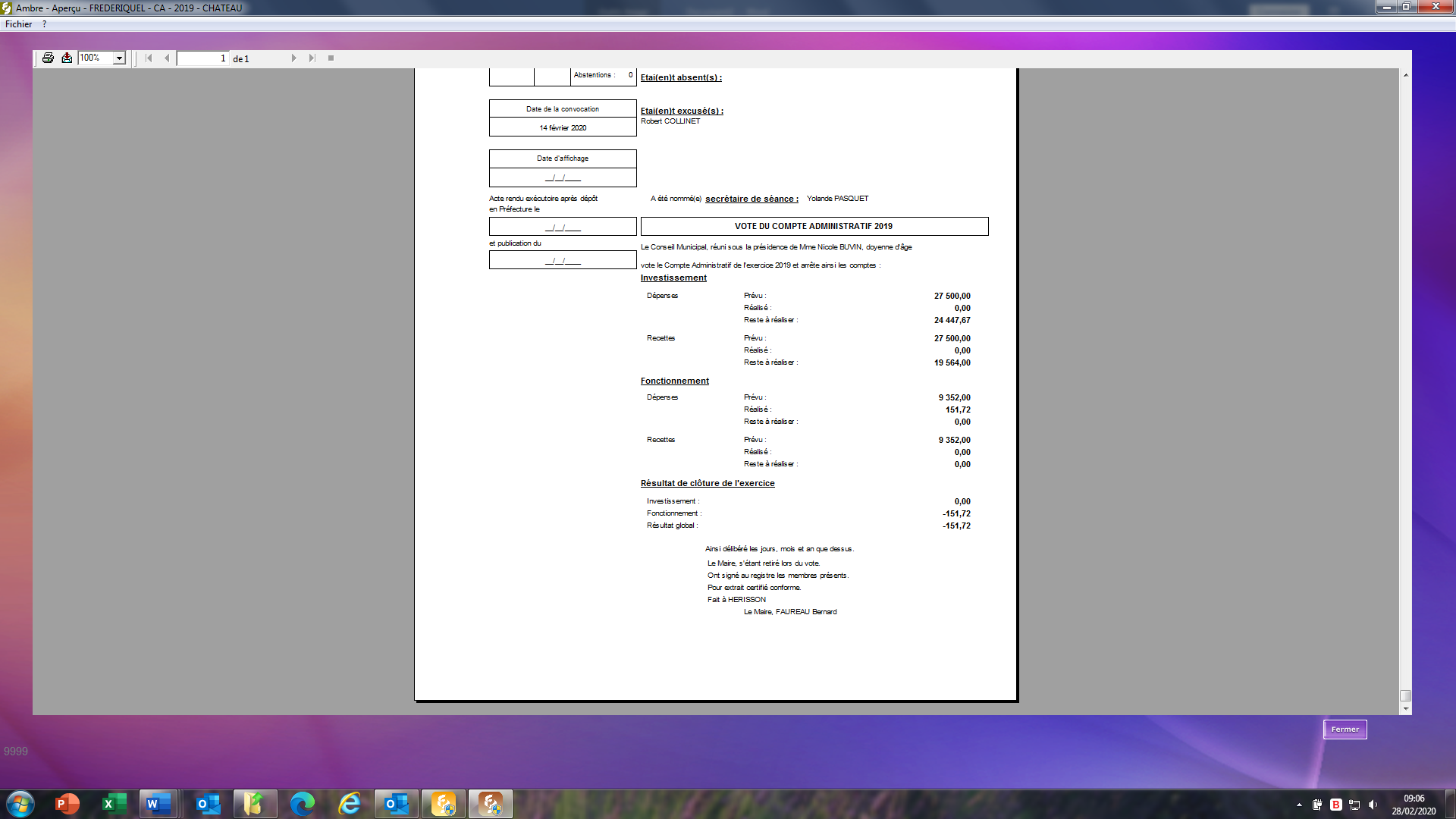
* le coût des travaux car le solde des subventions n’est perçu que lorsque toutes les factures sont acquittées,
* le coût de la T.V.A récupérée seulement 2 ans après les travaux.

*C.A. 2019 CHATEAU :*

Vote : 11 pour

0 contre

0 abstention



Remarques :

Monsieur le Maire rappelle que les travaux de réfection des arases de la tour de la Glacière du château sont en cours. Les travaux de couverture de la tour seront inscrits au budget primitif 2020.

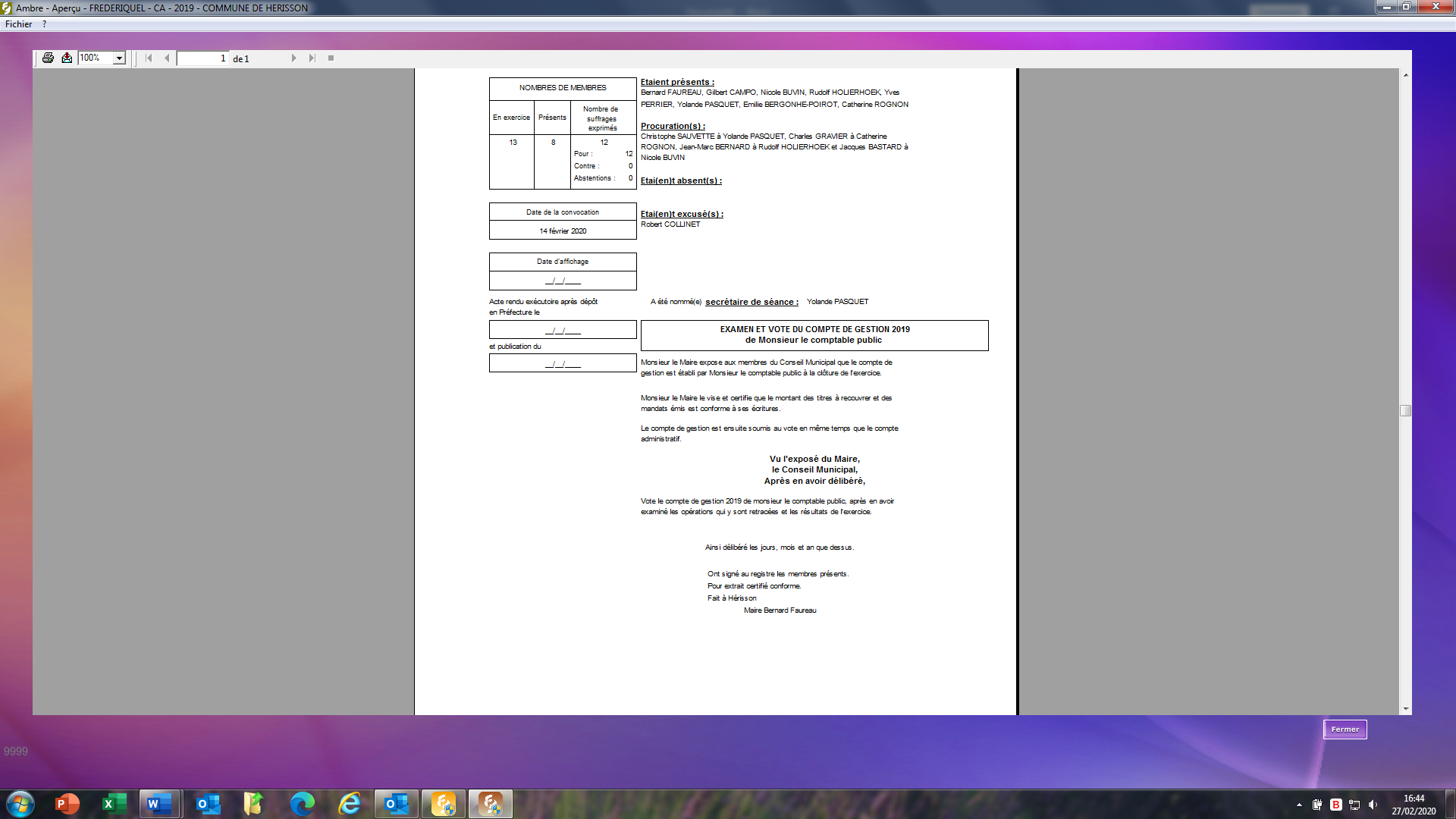
**6- EXAMEN ET VOTE DES COMPTES DE GESTION 2019**

*⇨ Délibérations budgets commune et château*

Votes : 11 pour

0 contre

0 abstention



**7- AFFECTATION DES RESULTATS 2019**

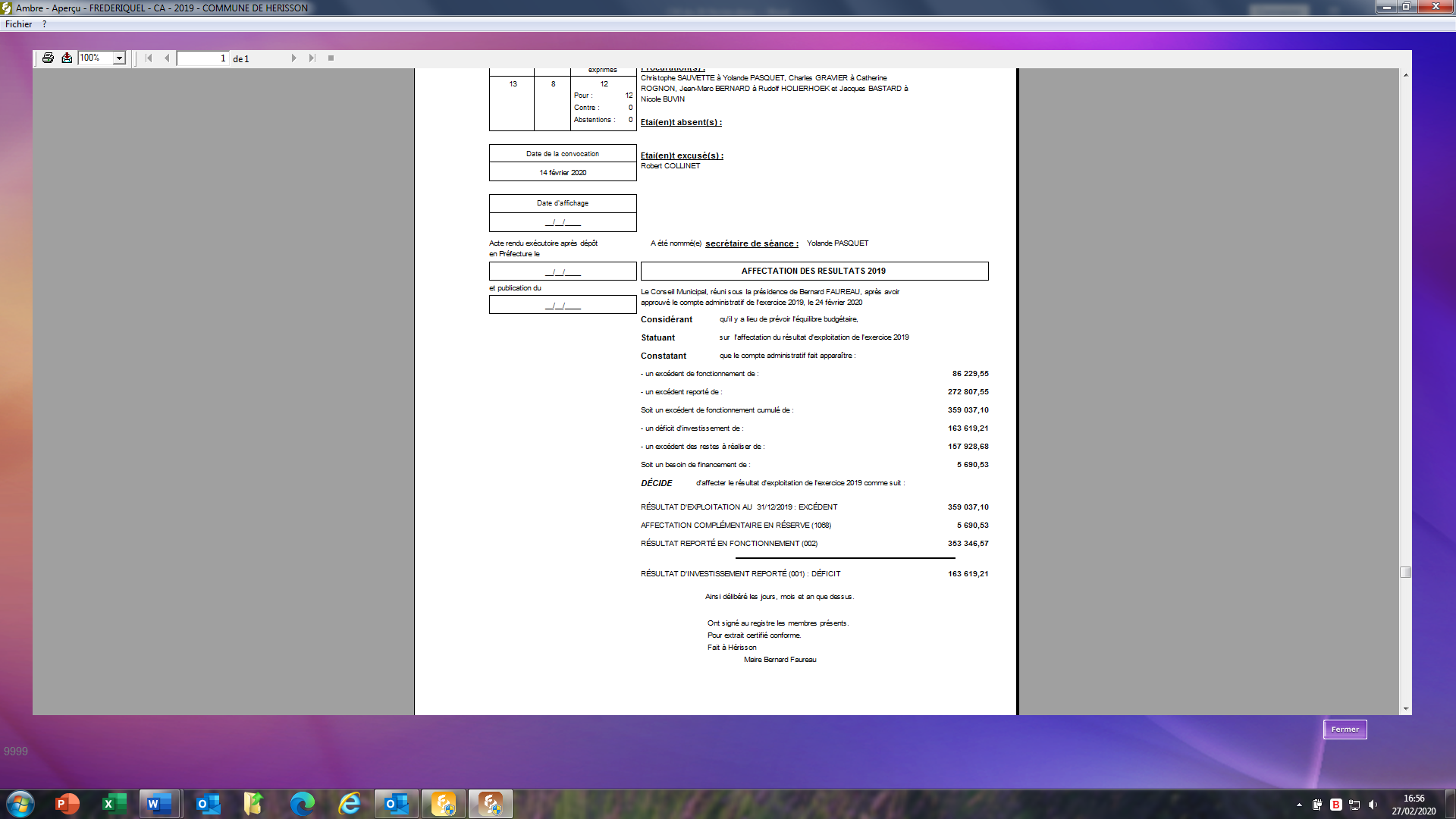
*⇨ Délibérations*

*BUDGET COMMUNAL :*

Vote : 12 pour

0 contre

0 abstention



Remarques :

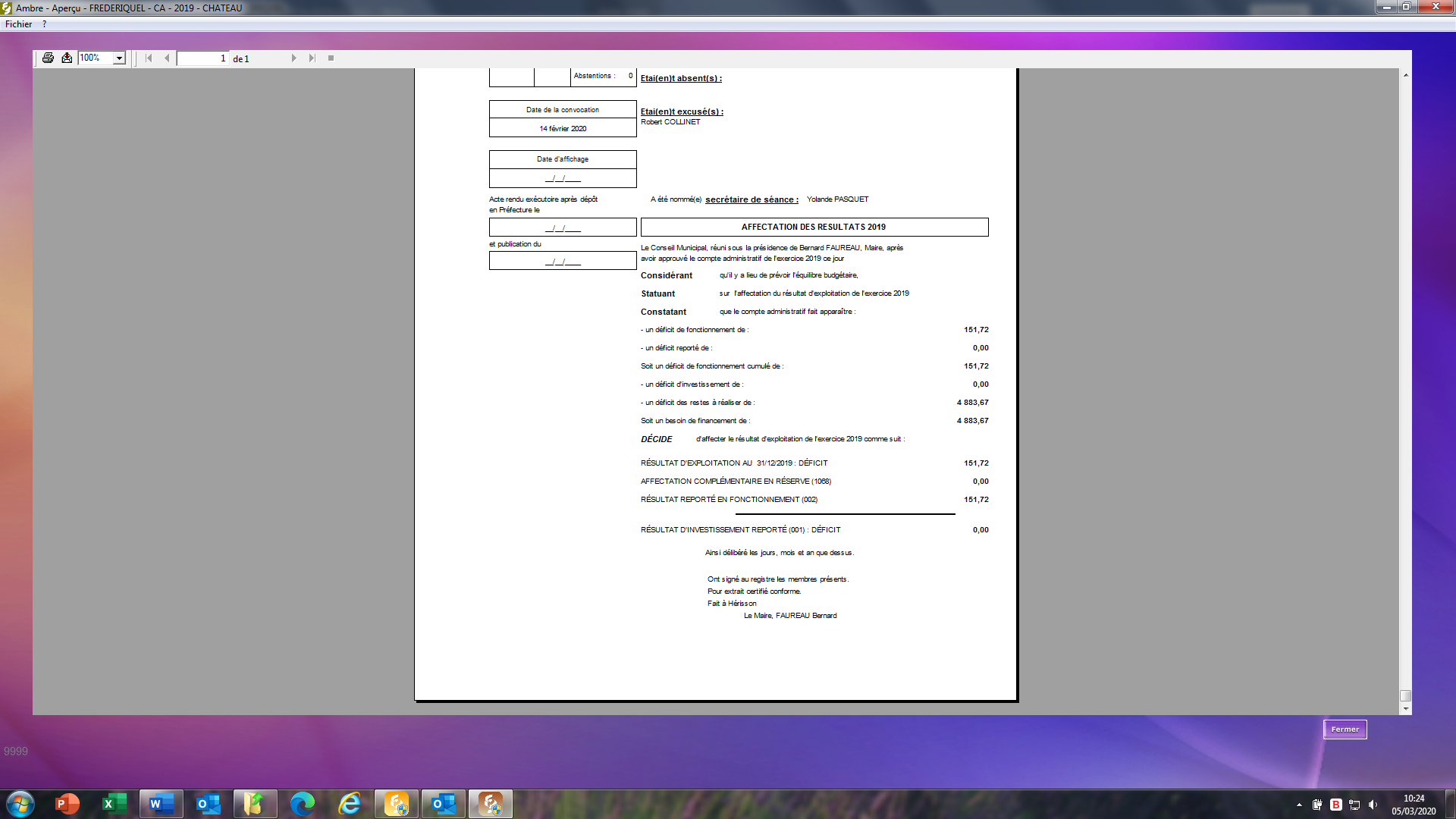
Monsieur le Maire souligne que l’important excédent de fonctionnement permet à la commune d’envisager des investissements.

*BUDGET CHATEAU :*

Vote : 12 pour

0 contre

0 abstention



**8- QUESTIONS DIVERSES**

*SIGNALETIQUE TOURISTIQUE :*

Les premiers grands panneaux d’informations touristiques (R.I.S.) vont arriver en fin de semaine. Les pupitres seront livrés dans la 2ème quinzaine de mars.

Remarque : Mme Bergonhe trouve dommage que la commune ne dispose pas de panneau pour annoncer les festivités.

*LIMITATION TONNAGE CENTRE BOURG :*

Les panneaux pour la limitation du tonnage des poids lourds sont également arrivés. Ils seront installés conjointement par la commune et les services du Département.

*PROJET MAISON ASSISTANTES MATERNELLES (M.A.M) :*

Monsieur le Maire informe l’assemblée qu’il a reçu deux assistantes maternelles ayant pour projet d’exercer leur métier au sein d’une M.A.M.. Elles sont à la recherche d’un local sur le secteur de Hérisson et recensent les besoins des communes rurales. Elles ont visité les locaux de l’école maternelle qui pourraient convenir à leur projet. Il est rappelé qu’à Hérisson, une seule assistante maternelle est agréée, elle a repris son activité depuis peu et a des difficultés pour trouver des enfants à garder.

*TRAVAUX ECOLE :*

Mme Buvin précise que l’implantation d’une buanderie est à l’étude car elle n’était pas prévue dans les futurs plans de l’école et reste pourtant indispensable.

*ENFOUISSEMENT RESEAUX :*

En ce qui concerne le projet d’enfouissement des réseaux du centre bourg, M. Faureau précise qu’il a reçu les services de l’archéologie préventive de la D.R.A.C. et le Syndicat Départemental de l’Energie de l’Allier (S.D.E.03) en charge du projet. Des sondages archéologiques devront être effectués avant travaux dans le centre bourg. Le coût de ceux-ci seront pris en charge par l’Etat. Cependant, si des fouilles sont nécessaires à la suite des sondages, celles-ci ne seront pas financées par l’Etat. Le S.D.E.03 étant maître d’ouvrage des travaux, il devrait assurer le financement.

Des sondages seront également prévus à Châteloy dans le cadre du projet de réfection de la mise en lumière de l’église de Châteloy.

**TOUR DE TABLE**

Aucune autre question ou remarque n’est soulevée par l’assemblée.

La séance est levée à 21 h 25.